LES 400 COUPS #TRANSITIONDÉMOCRATIQUE #TRANSITIONÉCOLOGIQUE #JUSTICESOCIALE ROMANIA S

N°7 | Automne 2022 | 2ème année | 2 € | 4 pages



EDITOPar la rédaction

A BOUGE, ça frémit, partout à Romans, ça bruisse. Un collectif citoyen pour les arbres ici, une vélorution là, des grèves d'ATSEM ailleurs, des débats, des conférences, du cinéma, des papotes! Il s'agit de partager toujours plus largement une vision commune de l'avenir, de la société dans laquelle nous voulons vivre, du Romans que nous méritons.

Nous nous étions laissées, cet été avec un plein numéro mettant la focale sur la Monnaie, la situation des femmes et des hommes qui y vivent et le traitement indigne et discriminant qui leur est fait. Dans ce numéro, nous continuons notre balade à travers la ville, de la SFAM, pas bien loin, à la revue des arbres abattus. On en profite au passage pour saluer danseur euses, gens de théâtre, artistes plasticien nes, circassien nes, cinéphiles, résistant es, amoureux euse d'histoire et de patrimoine, affichistes, artisan es d'art, bénévoles souvent, professionnel les parfois, qui cultivent des imaginaires soutenants, enthousiasmants, qui répondent aux défis du siècle et qui le font dans les marges, avec si peu de soutien de la municipalité mais avec une énergie sans faille, qui doit nous inspirer et nous rassembler.

Profitons de cet édito pour nous remémorer la lutte des parents d'élèves et des enseignant es face aux mensonges municipaux pour « faire passer » à la préfecture et à l'Éducation Nationale la fermeture de deux écoles, pour des raisons qui paraissent toujours obscures. Visiblement pas suffisante pour éviter un grand plan d'économie d'énergie.

Les économies d'énergie ? Parlons-en ! 50 ans après le rapport Meadows, 30 ans après le premier rapport du GIEC et après 8 ans de mandat, notre Ville n'est pas prête à l'augmentation explosive du coût de l'énergie... et encore moins à sa raréfaction. On savait. Rien n'a été fait. Et malgré un tournant marqué par l'emploi d'un vocabulaire bien « vert » dans les communications municipales, malgré la récente mise en place d'un plan sobriété (sous l'impulsion de l'État et sans réorientation budgétaire conséquente), bref, malgré ce greenwashing de l'action municipale, nous ne sommes pas dupes. La tentation de fermer la MJC, la fermeture brutale de deux écoles, peuvent s'expliquer par le besoin de cesser l'exploitation de bâtiments publics devenus, faute d'entretien, de véritables passoires thermiques qui pèsent sur le budget municipal.

Alors pourquoi pas ? Mais parlons-en! Malheureusement, ce qu'on ne trouve pas en nous promenant dans notre Ville, ce sont des endroits et des temps pour avoir, collectivement, ces débats sur les mesures face à la crise énergétique, face au creusement des inégalités, face au défi climatique, pour un modèle de vie soutenable de demain à Romans. Est-ce que la SFAM, liée à la consommation démesurée d'appareils numériques, et accusée de vente forcée, est vraiment un partenaire d'avenir ? Est-ce que raser Jourdan est la meilleure manière de requalifier notre entrée de Ville ? Ne peut-on pas faire autrement que fermer les Maisons de Quartier après 20h30 pour des raisons d'économies ?

C'est cet élan au dialogue et à l'échange, à la confrontation des idées et à la délibération, que cette municipalité étouffe toujours davantage. Par son inaction tout simplement, par sa brutalité souvent, par le climat installé à Romans depuis 8 ans, qui fait peur d'être désavantagé parce qu'on déplaît, et coupe les ailes d'initiatives pourtant nécessaires et pertinentes pour un territoire où il fait bon vivre (allez, faisons un crochet par l'ex-MNE!). Ce type d'espace et de temps, c'est ce que propose le Collectif, souvent, un peu partout dans la ville, parfois via votre mail ou votre téléphone, et ça commence ici, dans ces pages.

Merci de nous lire encore au bout de 7 numéros !

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

@SFAM @Indexia @Celside @Hubside : il était une fois dans l'Est Liberté de la presse : une brigade verte pas tout à fait mûre Le règlement intérieur du Conseil municipal serait-il devenu illégal ?

> Centre ville de Romans : retour sur un projet enterré Auprès de nos arbres, nous étions heureux ses

La culture au service de l'attractivité et de la consommation Pour des accès aux écoles enfin sécurisés

UN MOT SUR LE JOURNAL

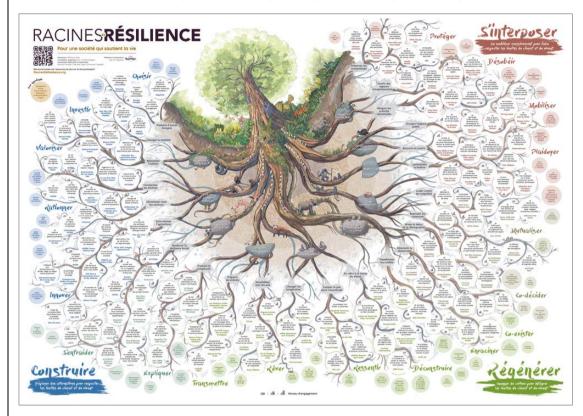


Les IDÉES d'articles ont été multiples depuis juin dernier et notre numéro spécial sur la Monnaie. C'est parfois le temps qui manque, parfois l'énergie (l'été caniculaire a eu son effet tétanisant), parfois les têtes et mains pour rédiger.

Pourtant à Romans, les initiatives pour imaginer et défendre la ville de demain ne manquent pas : rappelez à chacun·e que ces colonnes leur sont ouvertes!

Pour vous abonner : collectifpourromans.org/les-400-coups-romanais/

À L'AFFICHE "RACINES DE RÉSILIENCE"



Le site Racines de résilience est une des facettes de la campagne d'accompagnement du film Une fois que tu sais, écrit et réalisé en 2020 par Emmanuel Cappellin, en collaboration avec Anne-Marie Sangla. Cette campagne est portée par l'association Terractiva, créée en 2019 pour défendre une adaptation globale face aux processus d'effondrement en cours.

L'association Terractiva a fait appel à Brianne Parquier et Charlotte Ogier pour faire vivre cette campagne d'accompagnement. Elles sont toutes deux facilitatrices du Travail Qui Relie, un processus élaboré dans les années 1980 par l'écopsychologue Joanna Macy. Ce processus permet de traverser les émotions difficiles liées aux prises de conscience écologiques et de les transformer en élans d'actions.

Elles ont développé pour cette campagne des outils d'accompagnement à la mise en action : une communauté d'accompagnateur rices, un guide d'actions et un site collaboratif.

Cet automne, au verso du journal, Racines de résilience nous autorise à reproduire le résumé du guide d'actions... pour vous inciter à le compléter en ligne : **www.racinesderesilience.org**







Magasin Hubside situé place Jean-Jaurès à Roman

N AVRIL 2022, l'association de E N AVRIL 2022, 1 défense des consommateurs « Que choisir » publiait un article intitulé: « SFAM, 5 années de dérives ». Suite à une enquête et de nombreux témoignages, le constat est édifiant et les Romanais·es gagneraient à demander des éclaircissements sur le projet que cette société mène conjointement avec la Ville.

UNE GESTION INDIGNE DU PERSONNEL

Deux journalistes de France Bleu racontent « le mal être des employés qui doivent répondre jour après jour aux clients mécontents »1. D'après le syndicat CFDT, plus de 100 salarié·es auraient quitté l'entreprise de Romans, ne pouvant plus supporter leurs conditions de travail. Pour avoir alerté la direction, un représentant du personnel s'est vu mettre à pied (sanction finalement refusée par l'inspection du travail) et privé de salaire. Et ce n'est pas plus brillant du côté des étudiant·es : s'iels sont 60 en apprentissage dans l'entreprise en première année, iels ne sont plus que 10 la seconde...

Si les conditions salariales semblent intéressantes, le levier principal de la rémunération est en réalité lié aux résultats (et il est arrivé qu'un nouveau directeur des ressources humaines supprime ces primes).

DES PRATIQUES COMMERCIALES DOUTEUSES

En achetant un ordinateur ou un smartphone (ou même en allant chercher une batterie externe proposée gratuitement par un flyer distribué en segway devant le magasin Hubsidestore), les client·es doivent signer un formulaire et remettre un RIB afin de bénéficier d'un remboursement partiel. Cependant, ces innocent·es ignorent que leur signature entraîne la souscription d'un contrat². Devant la difficulté, voire l'impossibilité d'y mettre fin, des centaines de plaintes ont été déposées à la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)3. En 2019, la SFAM a été condamnée à payer une amende de 10 millions d'euros.

#COUPDEPROJECTEUR

@SFAM @INDEXIA @CELSIDE @HUBSIDE IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'EST

LA SFAM, DEVENUE INDEXIA, A CONNU CES DERNIÈRES ANNÉES UN DÉVELOPPEMENT SPECTACULAIRE AU PRIX DE PRATIQUES COMMERCIALES DOUTEUSES, D'UNE GESTION DU PERSONNEL INACCEPTABLE ET DE PROJETS IMMOBILIERS CHANGEANTS. -

Cette année, le résultat de la nouvelle enquête a été transmis à l'autorité iudiciaire et un procès au tribunal correctionnel de Paris avec constitution de partie civile devrait avoir lieu. Que choisir propose à toutes les victimes de se constituer partie civile dans ce procès à venir. Et c'est avec un grand cynisme que M. Sadri Fegaier, le PDG d'Indexia, considère ces plaintes : « cela fait partie des aléas des grands groupes »4. Force est pourtant de constater que la tromperie n'est pas limitée à la France. En Belgique, l'entreprise SWITCH, filiale belge de la SFAM, s'est vu interdire de commercialiser ses produits d'assurances après de nombreuses plaintes de consommateur·rices.

UN PROJET BIEN ÉLOIGNÉ **DE SON PREMIER OBJECTIF**

C'est pourtant à cette entreprise, jonglant entre les client·es trompé·es et les employé·es surmené·es, que la municipalité de Romans a, en 2018, attribué un projet de développement dans le quartier de la Monnaie⁵. Le site se trouve entre l'avenue du Maquis, le boulevard Lapassat et la rue Vincent d'Indy et devait, à l'origine, accueillir de nouveaux logements. Cependant, sous prétexte d'une faible demande, ceux-ci furent remplacés par une programmation économique. Seules deux entreprises avaient répondu à l'offre d"achat : Vinci Durev, avec une offre à 990 000 euros pour 25 emplois, et la SFAM pour la modique somme de 2,27 millions d'euros et 2000 emplois! C'est sans surprise la deuxième qui a été sélectionnée. Le projet ? 8 000 m² de commerces, 5 400 m² de bureaux, un auditorium pouvant accueillir 2 000 personnes, un hôtel de 80 chambres et des parkings. En contradiction avec le SCOT (Schéma d'Occupation du Territoire), qui désapprouve ces surfaces commerciales en périphérie des villes (voir notre article dans Les 400 coups n°1 du printemps 2021).

Aujourd'hui, fin 2022, le terrain n'est toujours pas vendu et le projet se réoriente vers un pôle de loisirs, de restauration et d'activités6. Comment expliquer qu'Indexia soit toujours considérée comme la gagnante de cet appel à projet puisque le projet a

Tous les terrains concernés sont du foncier public : les Romanais·es sont donc pleinement concerné·es, d'autant plus que de l'argent public devrait aussi être consacré aux nouvelles voiries adaptées au projet. Des concertations avaient encore lieu courant octobre pour recueillir les besoins et envies des habitant·es : des espaces verts, des salles de sport, des lieux d'accueil pour les jeunes, des logements adaptés, des commerces de proximité, des médecins... Espérons que le nouveau projet servira davantage l'intérêt général plutôt que l'avidité d'une municipalité et d'un multimillionnaire.

- 1. https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/teleconseillers-en-larme-absenteisme-departs-massifs-des-salaries-d-indexia-group-ex-sfam-craquent-1658850468
- derives-n100084/
 3. https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/ sfam-la-justice-saisie-pour-pratiques-commerciales-trom peuses-1649148607
- 4. https://www.lesechos.fr/weekend/business-story/sadrifegaier-nous-sommes-prets-a-saisir-les-opportunites-si-elles se-presentent-1386302
- Romansmag janvier 2019
- 6. https://www.ville-romans.fr/actualites/un-pole-loisirs-etactivites-en-projet-lest-de-romans-venez-vous-informer



Des avis en ligne pas vraiment glorieux

#COUPPOURCOUP

LIBERTÉ DE LA PRESSE : **UNE BRIGADE VERTE PAS TOUT À FAIT MÛRE**

L'ÉQUILIBRE FINANCIER DES 400 COUPS ROMANAIS DÉPEND DES VENTES RÉALISÉES SUR LES MARCHÉS DE LA VILLE. MAIS LES COLPORTEUR-EUSES SONT RÉGULIÈREMENT DÉRANGÉ ES PAR LE PLACIER ET PLUS RÉCEMMENT PAR LA BRIGADE VERTE.

P osons directement la base, le socle, le fondement.

« Tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Art. 11. de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen

fame pas, toute personne peut dire ce qu'elle veut comme elle le veut. Cela est encadré par des obligations légales pour la presse, comme la nécessité d'avoir un e directeur rice de publica-

Alors pourquoi en parler dans ce numéro ? Et bien l'exaspération tout simplement. Rédiger, maquetter, vendre... Cela prend du temps et de l'énergie et, même si le plaisir et l'envie d'informer sont là, les bâtons dans les roues injustifiés agacent.

Car à la difficulté, entre autres, d'accéder aux documents publics (merci à la Ville d'avoir un site opaque et si peu fourni) s'ajoutent les coups de pression mis par le placier et la brigade verte pendant les distributions sur les marchés.

Laissez-moi vous relater brièvement ce 26 juin 2022. Le placier commence dès l'arrivée sur les lieux : « Ne restez pas statique et garez votre vélo en dehors des limites du marché ». Toujours cette



même demande, il faut bouger. Être mobiles. Sur quelle base légale ? Aucune idée.

En fin de matinée, c'est au tour de la brigade verte

de venir à la rencontre des colporteur euses :

« Vous occupez une place dédiée aux maraîcher · ères ». Non, les colporteur euses s'installent là où il reste de la place. Du moment qu'elle n'injure ou qu'elle ne dif- « Vous n'avez pas payé d'emplacement, c'est injuste

pour ceux qui paient pour vendre leurs légumes ». Bon, pour sa défense, les 400 Coups est effectivement aussi une bonne feuille de chou, la confusion vient peut-être de là.

« Vous devez rester mobiles, on va vous envoyer une brigade!»

Pour finir sur un:

« Vous voulez savoir ce que je pense de la presse de toute façon?»

« Non...»

« [banalités négatives sur la presse] ».

La brigade, quant à elle, n'est jamais venue ...

Autant de frictions qui rappellent que la liberté d'expression est malmenée à Romans et que les membres de la brigade verte étaient, en ce dimanche matin, plus préoccupés par la nuisance supposée des colporteur euses que par les incivilités liées à l'environnement...

#COUPPOURCOUP

LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR **DU CONSEIL MUNICIPAL** SERAIT-IL DEVENU ILLÉGAL ?

#TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE À ROMANS N'EST PAS CHOSE FACILE. EN JUIN, LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL A UNE NOUVELLE FOIS ÉTÉ MODIFIÉ, BÂILLONNANT TOUJOURS DAVANTAGE L'OPPOSITION.

- PAR ROMANS EN COMMUN

EPUIS l'élection de 2014, les citoyen·nes assistent à un exercice du pouvoir autoritaire, voire autocratique, avec des prises de décisions successives arbitraires.

QUALITÉ DES DÉBATS ET TRANSPARENCE : RECONQUÉRIR CE QUI EST DÛ AUX HABITANT-ES

De larges délégations de pouvoirs à la Maire ont été votées à chaque début de mandat. Le nombre de « décisions du Maire », non soumises au Conseil municipal, ne cesse de croître. Parfois même, certaines délibérations sont appelées au vote alors qu'elles sont déjà mises en œuvre! Progressivement, le Conseil municipal s'est métamorphosé en chambre d'enregistrement, où la majorité muselée vote chaque délibération « comme une seule femme ». Le débat est inexistant, même au sujet du rapport d'orientation budgétaire, et toute proposition de dialogue entre les élu·es des différents courants politiques est refusée.

Le nouveau règlement intérieur du Conseil municipal renforce le déni méthodique de démocratie en s'attaquant aux droits de l'opposition, tout en élargissant ceux de la majorité. Des limites de temps sont imposées aux oppositions tant pour débattre d'une délibération (2 fois 5 minutes) que pour poser une question orale (2 minutes 30) ou un vœu (2 minutes). La majorité, elle, n'est ni chronométrée ni arrêtée dans ses interventions. Un recours a été envoyé au Tribunal



Administratif de Grenoble qui a suspendu provisoirement une partie du règlement intérieur.

GARANTIR LES DROITS DE L'OPPOSITION

La période de confinement avait déjà été révélatrice : alors que la plupart des communes faisaient le choix de chercher la cohésion démocratique en informant l'ensemble des élu·es communaux sur les actions menées face à la crise, à Romans cela a été refusé.

Aujourd'hui, le règlement intérieur du Conseil municipal est donc à la limite de l'illégalité, à l'instar de la place réservée à l'expression des élu·es minoritaires dans les organes d'information de la Ville (site internet, réseaux sociaux). L'expression de l'opposition a en effet été drastiquement réduite dans le Romans Mag, passant d'une absence de limite avant 2014, à 2678 signes en 2014, puis à 893 en 2022. En cas de retard, ne serait-ce que de quelques minutes, l'article n'est pas publié.

Derniers symptômes de ce déni des droits de l'opposition ? Lui retirer les moyens d'exercer son mandat : retrait brutal des maigres indemnités pour les élu·es de l'opposition, soit 67 euros/ mois/élu·e et oubli pur et simple de l'obligation pour la majorité de transmettre les invitations aux événements de la ville à l'opposition (article 34 du règlement intérieur).

CENTRE-VILLE DE ROMANS: RETOUR SUR UN PROJET ENTERRÉ

"LA PLANÈTE BRÛLE, NE REGARDONS PLUS AILLEURS" POUVAIT-ON LIRE DANS LA TRIBUNE DE LA MAJORITÉ DU ROMANSMAG D'OCTOBRE. SI MÊME LA LISTE DE LA MAJORITÉ S'EN EST RENDU COMPTE, 30 ANS APRÈS LE PREMIER RAPPORT ALARMANT DU GIEC, C'EST QUE L'HEURE EST GRAVE!

R APPELONS quelques faits opportunément oubliés. Dès 2012, la précédente municipalité se souciait du réchauffement climatique et avait travaillé sur un projet englobant l'ensemble des boulevards. Au programme : un parking arboré, une grande esplanade face à l'hôtel de Ville pour organiser de grands évènements et un parc ombragé avec des jeux adaptés à tous les âges. Hélas, suite au changement d'équipe municipale en 2014, il fut brutalement abandonné.

6 ans plus tard, la nouvelle majorité a annoncé son propre projet : un parking souterrain sur deux niveaux pour une capacité d'environ 300 places. Rien ne semblait pouvoir arrêter le rouleau compresseur municipal. Pourtant, après un sondage IFOP, demandant notamment le nom de la tête de liste pour laquelle les sondé·es avaient voté en 2020, la Ville décidait finalement de renoncer²...

Une partie de l'opposition propose une alternative : mettre en place un parking couvert en ouvrage sur l'emplacement de l'ancien gymnase du lycée Albert Triboulet avec au-dessus un espace aménagé pour profiter de la vue sur le musée et un plateau sportif pour les lycéen·nes. Des avantages plus ou moins réalistes en découleraient : un plateau sportif pour les lycéen·nes, qui n'ont plus d'équipement sportif depuis de nombreuses années, implanter des arbres sur la place Jean-Jaurès (peu probable du fait des réseaux souterrains), garder du stationnement à proximité des boulevards (donc des voitures en hyper centre), maintenir la gestion du stationnement par la municipalité. Cependant, cela ne réduirait pas la place de la voiture en ville et n'inciterait pas pour autant à se tourner vers des modes de déplacements doux. Si cette solution semble être une avancée par rapport au projet précédent, elle est en décalage avec l'impérieuse nécessité de répondre aux enjeux climatiques de

UN PROJET ABANDONNÉ TROP VITE

Le projet proposé par l'ancienne équipe municipale ne manquait pas de charme : parking arboré, circulation apaisée, cheminement piéton sécurisé, transports en commun intégrés... Bref un espace public adapté! Malgré son âpre critique de ce projet d'aménagement est-ouest du centre-ville, l'actuelle municipalité a gardé l'idée de l'élargissement du trottoir nord de la place Jean-Jaurès, sans la double rangée d'arbres initialement prévue.

En ce qui concerne le stationnement, le projet de 2012 prévoyant un parking arboré de 138 places jouxtant le rond-point de l'Europe pourrait être remis sur la table. Il permettrait de réduire la présence de la voiture en ville, de donner la priorité aux riverain es et aux professionnel·les et d'apporter de la végétation dans une partie de la commune qui en manque cruellement. Les consommateur·rices et les touristes pourraient



stationner en périphérie de la ville sur des parkings de report. Cependant, limiter les déplacements en voiture ne suffit pas, il est nécessaire de proposer une alternative.

POUR UNE VILLE APAISÉE ET VIVABLE

Limiter la place des voitures permettrait aux autres modes de déplacement d'investir l'espace public. Plusieurs pistes sont à explorer, comme la gratuité des transports, qui a été expérimentée avec succès dans d'autres communes3. La plupart des commerces de proximité ayant disparu au profit de grandes enseignes implantées en périphérie, les habitantes et riveraines sont contrait es d'utiliser leur véhicule. Il faudrait donc redynamiser le centre ville et réadapter le réseau (services plus réguliers, bus de plus petite taille...), afin de mieux desservir la ville et notamment le centre-ancien. Enfin, reprendre l'idée de l'intégration du pôle bus dans le cheminement piéton assurerait la sécurité des usager·ères.

Parlons à présent de l'espace public. Toute ville a besoin d'une grande esplanade pour ses grands événements : le marché hebdomadaire, les événements culturels, sportifs ou associatifs. C'était un des axes principaux du projet qui pourrait encore voir le jour. Toujours dans un objectif de piétonnisation, il serait également optimal de piétonniser et végétaliser une rue afin de relier la gare au centre-ville (Félix Faure ou Pierre Sémard par exemple).

Voilà ce à quoi Romans devrait aspirer : de la verdure, des espaces publics, des transports en commun, des bandes cyclables, mais avant tout, de la concertation avec les riverain es, commercant·es et usager·ères!i

- 1. citation de Jacques Chirac reprise par la liste Romans! dans une tribune du Romans Mag n°371 octobre 2022
- 2. https://www.ledauphine.com/politique/2022/07/07/la-mairie-dit-stopau-projet-de-parking-souterrain-sur-la-place-jean-jaures?utm_medium=So $cial\&utm_source=Facebook\&fbclid=IwAR3FsTwhQms8CqTHPevdBRjlvVo-deltarenter for the control of t$ g9yDfbt_MwmfS8yDJGbJs-LIBG9sNKcU#Echobox=1657217492
- 3. http://www.obs-transport-gratuit.fr/les-villes-du-transport-gratuit-163/les villes-du-transport-gratuit-184/



Les playmobils pourront apprécier l'ombre des nouvelles plantations dès l'été procha

des catastrophes climatiques et des records de chaleur, la politique municipale de destruction d'arbres pose

La liste des abattages est longue : champ de Mars, rond-point Deval, côte des Masses, cours Pierre Didier, parc François Mitterrand, quai Sainte-Claire, Tour Jacquemart, square Marcel Pagnol, rue Coalville, boulevard Régis Ginier, cours d'écoles, sans compter les arbres concernés par les projets à venir, comme le réaménagement du chemin des Bœufs ...

L'ARBRE, UN FORMIDABLE OCCA-SION DE GREENWASHING

Sous couvert de propagande, portée par le Romans Mag, la municipalité voudrait faire croire qu'elle a pris

l'impression étrange de s'égarer de la nécessité de végétalisation ur- arbres soient effectivement malades, dans une rue pourtant connue, tant baine. En donnant des chiffres élevés il semble assez improbable qu'un le paysage avait changé ? À l'heure du futur nombre d'arbres plantés, elle nombre aussi important soit concertente de cacher le nombre de ceux abattus et de redorer son blason écologique.

> Les raisons invoquées sont la maladie ou la dangerosité des arbres. Des experts de l'ONF auraient effectué des rapports sur ces arbres (rapport demandé en mairie, pour l'heure sans réponse). Si l'ONF ne semble pas faire de recommandations dans ces rapports mais diagnostiquer l'état sanitaire des arbres, le fait que les rapports qu'ils effectuent sur demande des services municipaux ne soient pas diffusés laisse s'installer un doute quant aux réelles motivations pour ces abattages. Et empêche toute discussion, toute concertation, toute alternative à l'abattage.

UI, ces derniers mois, n'a pas eu conscience de l'urgence climatique et De plus, s'il est possible que certains né. Sans rapports consultables, difficile de se prononcer.

> Il est alors tentant d'imaginer, au vu de l'importance que porte la municipalité aux travaux « d'embellissement », que certains arbres aient simplement été considérés comme « gênants ». Là, se pose la question de la place de ces êtres vivants. Ils semblent être vus comme de simples mobiliers urbains, au même titre que les lampadaires, modifiables et déplaçables au gré de l'imagination des urbanistes.

UNE AUTRE VISION DU MONDE

Les apports des arbres sont multiples : photosynthèse, mais également rôle de purification pour un grand nombre de polluants typiques des environnements urbains. Pour cela, les grands

#COUPDEPROJECTEUR — #TRANSITIONÉCOLOGIQUE **AUPRÈS DE NOS ARBRES**, **NOUS ÉTIONS HEUREUX-SES**

DEPUIS QUELQUES MOIS, CELA N'AURA ÉCHAPPÉ À PERSONNE, LES ABATTAGES MASSIFS D'ARBRES SE SONT ACCÉLÉRÉS À ROMANS-SUR-ISÈRE.

arbres sont trente à soixante fois plus efficaces que les jeunes. Plus ils sont grands et vieux, plus ils créent de la fraîcheur grâce à leur ombre et leur capacité à augmenter le taux d'humidité de l'air. Une vertu essentielle en ces temps de réchauffement clima-

Dans son ouvrage « Du bon usage des arbres, un plaidoyer à l'attention des élus et des énarques », Francis Hallé, botaniste français explique que promettre que pour un vieil arbre abattu, dix jeunes seront plantés est une « arnaque culturelle, sociale, financière et surtout écologique ». L'entretien des jeunes arbres coûte plus cher, car ils ont besoin de plus d'arrosage. La biodiversité qui vit dans le vieil arbre a besoin de plusieurs années pour s'y développer. Et enfin, il faut au moins 25 ans avant que les dix jeunes arbres n'atteignent le niveau de dépollution atmosphérique du vieil arbre coupé.

QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES ORIENTATIONS DE VEGETALISATION DE LA VILLE ?

Imaginer la ville de demain, c'est penser la végétalisation en tenant compte des changements climatiques : îlots de fraicheurs, choix des espèces, perméabilisation des sols...

C'est également réfléchir à la temporalité. Même s'il s'avérait que les arbres de la rue Coalville devaient être coupés, les travaux de réaménagement n'auront lieu qu'en 2024, soit potentiellement deux étés caniculaires à vivre sans ombre pour les habitant·es et les élèves de l'école de la Pierrotte.

F. Hallé rappelle que l'arbre est la plus grande espèce naturelle et celle qui vit le plus longtemps. Un être vivant qui devrait donc inspirer un profond respect, dont on devrait prendre soin et qu'on ne peut pas traiter tel du mobilier urbain, sans réfléchir aux conséquences lorsqu'on le plante ou qu'on l'arrache. Il faut le protéger et le soigner. Une blessure sur une branche ou une racine, provoquée par un élagage trop sévère ou des travaux de canalisation, peut favoriser le développement de maladies qui seront ensuite une cause d'abattage. Cette vision est également celle du Collectif pour Romans: adapter ses projets urbains en fonction de la présence des arbres, et pas l'inverse.

#JUSTICESOCIALE #TRANSITIONDÉMOCRATIQUE

LA CULTURE AU SERVICE DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE LA CONSOMMATION

IL EST URGENT DE RAVIVER LES CULTURES COMMUNES ROMANAISES, FAITES D'HISTOIRES, D'IDENTITÉS MULTIPLES, D'EXPÉRIENCES PARTAGÉES.



A GUERRE en Unique, ...

A GUERRE en Unique, ...

dies, la canicule, la crise énergé-A GUERRE en Ukraine, les incentique et la pression que cela fait peser sur les plus précaires nécessitent une transformation urgente non seulement de nos comportements mais aussi de nos imaginaires et de nos manières de faire société, ensemble... C'est la culture, les cultures, qui permettent cela à l'échelle d'un territoire. Qu'elle soit « pop » ou « du monde », ouvrière ou élitiste, la culture est ce qui unit un ensemble de personnes dans une expérience sensible, émotionnelle, commune.

ROMANS RÉSUMÉE À DES CHAUS-**SURES EN PLASTIQUE?**

De grands événements portés ou soutenus par la municipalité rythment la vie locale, mais sont trop souvent orientés vers l'attractivité du territoire et alimentent une image sélective, donc déformée, de la réalité romanaise. La compétition et la consommation sont régulièrement proposées comme unique horizon culturel, dans une acception figée, limitée de ce que c'est être Romanais·e aujourd'hui. Parmi les derniers événements organisés par la Ville : une braderie vintage joyeuse qui se prend les pieds dans le tapis avec un drive in en centre-ville inaccessible aux piétons. Serait-ce une préfiguration de la discrimination énergétique qui se profile?

La gadgétisation des chaussures, de la pogne et de la raviole, érigés en objets d'attractivité pour touristes, via la presse locale et nationale. Alors que notre patrimoine culinaire local est une si belle porte d'entrée pour se poser collectivement la question de l'alimentation de qualité pour toutes et tous dans notre ville. Alors que l'industrie de la Chaussure a fleuri grâce



aux migrations venues du Maghreb, contribution aujourd'hui tellement invisibilisée que pas une des chaussures monumentales ne rend hommage à ces travailleur · euses et pas une n'a été installée à la Monnaie.

FINIE LA MÉMOIRE ?

Un effacement de la mémoire des travailleurs et travailleuses qui est amené à se prolonger avec la disparition annoncée des bâtiments de l'usine Jourdan, notre patrimoine industriel, quand pourtant cette municipalité a su trouver les fonds pour conserver un certain patrimoine religieux de notre Ville. Une mémoire sélective qui se traduit aussi par le projet de déménagement du Musée de la Résistance, dans une absence totale de dialogue et d'échange avec celles et ceux qui portent ce lieu de mémoire depuis tant d'années.

Que dire du Carnaval, qui ressemble à présent davantage à un Corso dévitalisé de toutes ses dimensions subversives, créatives et fédératrices. Finies les doléances, abandonnée un temps la remise des clés de la Ville, fini l'événement populaire où chacun·e est

acteur·rice et non seulement specta-

Enfin, parlons de « ce précieux spectacle vivant »: des tarifs inaccessibles à la plupart des familles romanaises, des abonnements payants, un plein tarif moyen (hors spectacles jeune public) à 30,50 euros, un tarif réduit moyen à 24,30 euros (pour les moins de 21 ans, minima sociaux, demandeur·euses d'emplois), soit pour une famille avec deux enfants, pas moins de 110 euros la soirée! Précieux en effet.... Où est la culture accessible à tout∙es? Et que dire de la sous-exploitation de la salle Jean Vilar et du théâtre de la Presle? Que dire du peu de place fait à la nouvelle création, du peu de soutien à la création locale?

C'est bien par ces petites touches, non-dites, par des choix jamais discutés, que la municipalité propose de fait un imaginaire étriqué, amnésique, autour de valeurs libérales, individualistes, qui bien souvent divisent au lieu d'unir et ne donnent pas les outils pour penser et faire ensemble le monde de demain, le Romans de demain.





E PLUS EN PLUS de municipalités font le choix de se pencher sur l'enjeu de l'accès sécurisé aux écoles. Les solutions sont enthousiasmantes : si les déplacements deviennent sûrs - et agréables - pour les enfants, ils le seront d'autant plus pour tous les publics fragiles (personnes âgées, personnes en situation de handicap)! De quoi donner envie d'aller explorer ce qui se passe ailleurs en France.

INSTAURATION D'AIRE PIÉTONNE TEMPORAIRE

Une première chose à faire : limiter à 30 km/h la circulation dans les rues où il y a des écoles. Mais une mairie peut faire bien plus pour apprendre aux enfants à apprivoiser les dangers du monde urbain et à devenir autonome.

pouvoir de police du maire, des aires piétonnes temporaires. Un panneau précise les horaires durant lesquels cette mesure s'applique, par exemple de : « de 8h15 à 8h45 et de 16h15 à 16h45 » ou « période scolaire ». Ces mesures en font, de fait, une « rue scolaire », ou « rue des écoles » sécurisée par la mise en place temporaire de barrières, manœuvrées par des agent·es habilité·es par la municipalité ou gérées par des bornes automatiques de contrôle. Grenoble et Lyon ont établi, depuis 2020, un échéancier pour mettre ce dispositif en place devant leurs nombreuses écoles. À noter qu'en Belgique, depuis 2018, ces rues sont inscrites au code de la route.

Elle peut instaurer, dans le cadre du

#COUPD'OEIL

POUR DES ACCÈS AUX ÉCOLES ENFIN SÉCURISÉS

VOITURES, INCIVILITÉS, POLLUTION : LES ENFANTS NE SONT PAS LES BIENVENU·ES EN VILLE, QU'ELLE SOIT AMIE DES ENFANTS OU PAS. À ROMANS, LES AMÉNAGEMENTS QUI EXISTENT DEVANT UN TOUT PETIT NOMBRE D'ÉCOLES SONT VRAIMENT MINIMALISTES.

INTERDICTION DE CIRCULER PERMANENTE OU TEMPORAIRE

Autre alternative légèrement différente : l'interdiction de circuler permanente ou temporaire pour laquelle, comme pour l'aire temporaire, des indications peuvent être portées sur un panneau donnant des précisions (« sauf riverains », « allure au pas ») et/ ou les heures d'application de l'interdiction de la circulation des voitures (et parfois des cyclistes), mais cela ne donne pas pour autant aux piéton·nes l'autorisation de circuler sur la chaussée. Cela est mis en place devant le collège de Chabeuil par exemple.

CRÉATION D'UNE ZONE **DE RENCONTRE**

Une autre possibilité restreignant moins les voitures mais pouvant répondre à l'objectif d'apaisement des abords d'une école est la création d'une zone de rencontre. Il s'agit alors, dans un espace ouvert à tous les modes de circulation, de donner la priorité aux piéton·nes. Un tel aménagement permet la cohabitation des promeneurs · euses avec les automobilistes, qui circulent alors au pas et est, dans certains cas, utilisé aux abords d'une école. Les piéton nes peuvent circuler sur la chaussée, sans y station-

Les 400 Coups est édité par le Collectif Pour Romans Collectif Pour Romans, adresse administrative, 107 Av. Adolphe Figuet, 26100 ROMANS SUR ISERE Directrice de la publication - Justine VIAL | Responsable de la rédaction - Morgane DESMARRES | Maquette ALC et le groupe ₄400 Coups» du Collectif Imprimé par SAS Impressions Modernes, 22 tue Marc Seguin, 07500 Guilherand-Granges - Date de parution le 10 décembre 2022 « Dépôt légal » décembre 2022 | 2 € | ISSN 2779-444X | 1ère édition, tirée à 500 exemplaires sur papier recyclé | images : Freepik.com, Collectif Pour Romans

ner, et bénéficient de la priorité sur l'ensemble des véhicules (automobiles et motos - limitées à 20 km/h -, cyclistes).

Plusieurs grandes villes européennes mettent par exemple en œuvre un système de maillage qui consiste à donner un statut de quartier apaisé à la totalité de l'espace des quartiers bordés par le réseau des grandes artères, 24 heures sur 24. À l'intérieur de ces mailles, à l'instar des zones de rencontre :

- la vitesse des voitures est limitée à 20 km/h, c'est-à-dire que la circulation n'est pas arrêtée mais ralentie;
- les piéton·nes, cyclistes et automobilistes partagent l'espace public;
- les enfants ont le droit de jouer dans la rue.

Un parvis scolaire, quant à lui, n'est pas véritablement une rue scolaire, mais une possibilité de dégager un espace généreux, confortable, voire ludique devant une école située le long d'un boulevard ou d'une rue très circulée, comme c'était le cas, très minimaliste, devant l'ex-école de la Ré-

La nécessité de réaliser ces aménagements nous rappelle que, depuis trop longtemps en France, les enfants sont

cantonné·es à des espaces dangereux pour se déplacer et des espaces normés et sécurisés pour jouer, qui ne leur permettent pas de prendre de risques mesurés, nécessaires à leur développement. De nouvelles habitudes doivent se développer, basées sur la vie de quartier, les limitations de vitesse, la redécouverte du plaisir de marcher et la rencontre des autres, dans des environnements propices, des parcs d'aventures, des espaces urbains de friche, des aires de jeux stimulant la créativité, pour grandir de manière harmonieuse et devenir des êtres épanouis autant que des citoyen·nes éclairé·es, prêt·es à bien vivre ensemble.

La généralisation des rues scolaires pourrait encourager les municipalités à élargir par la suite les périmètres de circulation afin de les rendre sûrs et agréables, et ainsi faciliter les trajets à vélo et à pied dans les années à venir, pour le bien-être de tou tes les habitant·es et celui de la planète.

Plus d'informations sur ruedelavenir.com



